BRÈVES

Mobilisation dans l'Éducation dans les Bouches-du-Rhône

Par Syndicat des Travailleur-euse-s de l'Éducation et de la Recherche 13 (STER CNT-SO 13)

Mardi 18 février, 300 travailleur-euse-s de l'Éducation, se sont rassemblé-e-s devant la direction départementale à Marseille. Ce mouvement de grève départemental des collèges et lycées a été initié par une Assemblée générale ayant réuni des représentant-e-s d'une vingtaine d'établissements, le 10 février à la Bourse du travail de Marseille. Celle-ci avait ensuite reçu le soutien de l'intersyndicale départementale de l'Education (SNES-SNEP-SNUEP-SNUipp/FSU, CGT'Educ'Action 13, Sud Éducation 13, SIAES-FAEN, STER CNT-SO 13).

Les grévistes protestent contre les baisses des dotations, en heures d'enseignement, prévues pour la rentrée 2014 et réclament une véritable relance de l'Éducation prioritaire élargie à tous les établissements concernés avec des moyens nouveaux.

Les annonces ministérielles sur la priorité donnée à l'Éducation, notamment dans les « ZEP », viennent se télescoper avec la réalité de la vie dans les établissements où les conditions de travail et la qualité de l'enseignement continuent de se dégrader : perte de dédoublements pour travailler en groupes réduits d'élèves, fermetures de classes, dispositifs pédagogiques sacrifiés faute d'heures... La réforme de l'Éducation prioritaire lancée en janvier se fait en partie en déshabillant les autres établissements. Des mesures pouvant être positives, comme la réduction du temps d'enseignement pour dégager du temps de concertation et de suivi des élèves dans les établissements les plus difficiles, sont déjà dévoyées avec une augmentation conséquente des heures supplémentaires en parallèle.

Comme on pouvait s'y attendre, la réunion entre les DASEN adjoints (directeurs académiques de l'Éducation nationale) et la délégation intersyndicale, n'a rien donné. Les problèmes des Bouches-du-Rhône ne sont pas isolés et dépendent de la politique nationale, des mobilisations similaires ont d'ailleurs eu lieu dans plusieurs départements d'Ile-de-France ces dernières semaines.

L'Assemblée générale des grévistes où 35 établissements étaient représentés, a décidé de prendre RDV pour la rentrée des vacances d'hiver pour relancer la mobilisation et acter, tout comme l'intersyndicale, une participation à la journée de grève interprofessionnelle du 18 mars contre l'austérité.

Marseille : ça bouge dans le nettoyage

Par CNT Solidarité Ouvrière 13

Depuis plusieurs mois, la CNT Solidarité Ouvrière 13 mène une campagne de syndicalisation dans le secteur du nettoyage. Cela nous a amené à de nombreuses prises de contact avec les salarié-es- du secteur via des tractages sur les lieux de travail : hôtels, gare et métro... Parallèlement, nous avons pu suivre et défendre des salarié-es lors de notre permanence juridique.

Dans ce cadre, nous organisions le samedi 15 février, dans nos locaux marseillais, une rencontre sur les luttes syndicales dans le secteur du Nettoyage. Cette rencontre animée par des militant-e-s du Syndicat du nettoyage de la région parisienne était accompagnée de la projection du film "On a grevé" de Denis Gheerbrant, sur une grève victorieuse dans une société nettoyage de sous-traitante dans l'hôtellerie.

Le bilan est positif puisqu'une trentaine de personnes étaient présentes dont la moitié de travailleurs du nettoyage. Les discussions ont été très enrichissantes entre les marseillaise-s et les camarades parisien-ne-s qui ont pu partager leur expérience de l'action syndicale et de la grève dans ce secteur particulièrement difficile. Les militant-e-s du syndicat ont pu démontrer à leurs collègues marseillais, la nécessité de se regrouper et de se défendre solidairement face à un « patronat de combat », à travers des exemples de luttes réussies comme celle du Park Hyatt Vendôme de l'automne dernier.

Le message semble être passé puisqu'un groupe de nettoyeuses a rejoint les camarades qui avaient déjà adhéré depuis le lancement de la campagne. C'est un début très encourageant pour le développement de la section départementale de notre Syndicat national du Commerce, du Nettoyage et des Services ainsi que pour des luttes prochaines.

A suivre, la campagne continue !

CNT-Solidarité Ouvrière

contact@cnt-so.org

www. cnt-so.org

SOLIDARITÉ CNT OUVRIÈRE

N°11

Retrouver l'espoir

ÉDITO

Les dernières annonces du gouvernement : pacte de compétitivité, réduction des droits des chômeurs, qui viennent aggraver la situation de milliers de travailleurs, renforcent un sentiment de désespoir, d'inutilité de toute lutte.

L'histoire a déjà connu de pareils moments où le repli sur soi, le rejet de l'étranger ont conduit au totalitarisme et au fascisme.

La distillation du poison frontiste semble chaque jour gagner du terrain, y compris chez ceux, les exploités, les travailleurs qui n'ont pourtant rien à attendre de l'extrême droite. Celle-ci joue sur le nationalisme pour diviser les prolétaires du monde entier. Le repli sur les frontières nationales, défendu aussi bien par le Front national que par la « gauche » souverainiste est une illusion meurtrière. Nos ennemis ne sont pas les travailleurs et les chômeurs étrangers, étrangers ou non, mais nos exploiteurs à tous, ceux qui vivent de notre asservissement.

Au nom du « tous pourris », de la dénonciation du système, tout devient acceptable, y compris les croix gammées sur les murs de Kiev.

Face à cette situation, les organisations du mouvement social, notamment les syndicats représentatifs, n'offrent aucune alternative.

Empêtrées dans leur course à la respectabilité, les directions de la CGT et de la CFDT sont plus que jamais discréditées.

Comment pourrai-on faire confiance à la CGT, dont le secrétaire général Thierry Le Paon, affirme (1) :

« Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés – là encore, je regrette que les actionnaires fassent figures d'éternels absents – et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté».

Avec une telle position qui enterre, une fois de plus la lutte de classes, rien d'étonnant que les travailleurs aient du mal à se retrouver dans des mobilisations dont on nous annonce qu'elles ne doivent pas remettre en cause le système.

Il est temps d'inverser cette logique, en rappelant un axiome de notre syndicalisme : chaque lutte, chaque grève, doit être une étape vers l'émancipation, l'abolition des rapports capitalistes de production.

La CNT Solidarité ouvrière, avec l'ensemble de ses syndicats, s'inscrit pleinement dans cette démarche.

Dans cette perspective, elle participera à la journée d'action du 18 mars prochain mais essentiellement pour faire entendre aux travailleurs une autre voix, pour dire que les luttes quotidiennes doivent non seulement être menées avec détermination (ce qui n'est visiblement pas le cas) mais encore préparer la suppression du capitalisme, la fin de l'abrutissement du travail et de la misère des travailleurs et des chômeurs. Elles doivent préparer la mise en commun de nos moyens de production, assurer le triomphe de notre humanité sur l'accumulation sans fin des profits capitalistes.

(1) Interview au Nouvel Economiste du 19 février 2014

BRÈVES

Région parisienne : un développement continu

Par CNT Solidarité Ouvrière RP

Plusieurs syndicats de la région parisienne continuent leur développement :

- le Syndicat du Nettoyage vient de créer plusieurs nouvelles sections syndicales à GSF Airport, Elior Multisegment, Elior Santé, Luxury Cleaning Services.

Les salariés de cette dernière société viennent de mener une grève d'avertissement sur les hôtels Formule 1 et Ibis Budget de Roissy Charles de Gaulle, pour obtenir le paiement de toutes les heures travaillées.

- le Syndicat de l'Hôtellerie, de la Restauration et du Tourisme vient de s'implanter au sein du GIE des hôtels Ibis, avec une section syndicale à l'Ibis Bercy village.

- Enfin, le Syndicat national du Rail, des Transports et de la Logistique, vient de désigner un représentant de la section syndicale à Orly Ramp Assistance, entreprise de services aux sociétés de transports aériens.

Projection d' Entrée du personnel, *film de Manuela Frésil.*

Pendant sept ans, Manuela Frésil a filmé et enregistré des ouvriers dans des abattoirs industriels de l'ouest de la France. Elle a filmé les cadences hallucinantes de la découpe, l'univers dément de ces chairs animales tailladées, de ces tendons sectionnés, de ces viscères mises à nu. Et montré comment ces ouvriers et ces ouvrières souffraient de douleurs terribles dans leurs propres articulations, bien souvent aux endroits qu'ils sectionnaient eux-mêmes sur les volailles ou les carcasses de bœufs.

Le 5 avril, à 14h, à la librairie l'Emancipation, 8, impasse Crozatier 75012 Paris.

Les syndiqués de la CNT Solidarité Ouvrière et d'autres organisations syndicales et révolutionnaires vous invitent à en discuter en présence de la réalisatrice.

LA BOURSE DES TRAVAILLEURS

SMIC

Depuis le 1er janvier 2014, le smic est à 9,53 €/h
Soit 1 445,38 € brut (pour 151,67 h)

PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE

3129 € par mois ; 37548 € par an.

MINIMUM MENSUEL DES FONCTIONNAIRES

1430,76 € brut par mois,
•indemnité de résidence : 43,47 € pour la zone 1 et 14,49€ pour la zone 2,
•seuil d'assujettissement à la contribution de solidarité :
•1430,76,
•supplément familial de traitement : 2,29 € pour 1 enfant, 73,04 € pour 2 enfants, 181,56 € pour 3 enfants et 129,31€ par enfants en plus.

AIDE JURIDICTIONNELLE

Les ressources mensuelles de l'année précédente doivent être inférieures à :
936 € pour l'aide totale et 1404 € pour l'aide partielle.

Il faut majorer les ressources mensuelles de 168 € pour les deux premières personnes à charge et de 106 € pour la troisième et les suivantes.

De l'autre côté, 203 milliards d'euros de dividendes ont été versés en 2012 par les sociétés non financières. Cette masse de dividende a été multipliée par 3,5 en un peu plus de 20 ans.

Rencontres à Somonte

La ferme de Somonte appartenait à la junte d'Andalousie qui voulait la vendre aux enchères. Depuis le 4 mars 2012 veille de la vente, des syndicalistes du SAT occupent la ferme. Dans le cadre des échanges internationaux et de solidarité, des camarades de la CNT-Solidarité Ouvrière dont Raphaël (CNT-SO 66) se sont rendus à Somonte pour échanger avec Franck, Alberto et Antonio syndicalistes du SAT. Serge, Gilles et Alain, amis ariégeois de Montferrier sont venus prêter main forte aux camarades en lutte.

Nous sommes du Syndicat des travailleurs andalous (SATSOC). Le SOC (Syndicat des travailleurs agricoles) est un ancien syndicat qui s'est intégré dans le SAT. La plupart des gens qui occupent proviennent des villages voisins.

Notre objectif reste le même :

- Paralyser la vente de terres en Andalousie (20000 hectares prévus)
- Démontrer que l'on peut obtenir de la terre les ressources nécessaires et que ceux qui en ont besoin doivent en profiter.
- Semer 300 ha de cultures pluviales (maïs, blé)

Somonte allait retomber dans les mains d'un « petit monsieur » (*fils à papa*). Des ouvriers journaliers venaient semer ici, mais c'était seulement un prétexte pour profiter des subventions européennes, on ne récoltait même pas ! Aujourd'hui, la junte continue à encaisser ces subventions, c'est scandaleux.

Les projets du syndicat

On étudie plusieurs projets tels que l'occupation de la finca la Rueda de Jaén, ou une autre à Almeria où le propriétaire est parti pour fuir ses dettes. Somonte est le projet le plus avancé. La première phase de l'occupation, la production, s'est terminée au bout d'un an et demi. Maintenant, nous sommes dans la phase d'auto-critique, de réflexion, pour améliorer le fonctionnement. Trois personnes entretiennent le site. Les anciens compagnons reviendront travailler après une pause d'un mois ou deux, et après avoir discuté des fautes, des erreurs et des améliorations à faire. Maintenant il faut planter les parcelles non irrigables, avec l'aide des coopératives et du syndicat en plus du matériel mécanique. Mardi arrive un tracteur financé par nous-mêmes. Ensuite ce sera une « mule électrique ». Il faut qu'à long terme, la ferme ne subsiste pas seulement grâce aux « solidaires ». On peut imaginer un budget issu du produit de nos terres, qui permettrait à quelques uns de vivre,
même si on continue à donner une bonne partie de la récolte à des groupes sociaux et à des associations qui en ont besoin, et / ou la vendre à un prix très bas. Nous n'avons pas de relation avec la junte d'Andalousie. Ils nous laissent faire mais ils peuvent nous expulser à tout moment.

Dans ce cas, nous occuperons à nouveau, comme nous l'avons fait le 27 avril 2012, la première fois qu'ils nous ont chassés.
A Palma del Río, le syndicat est faible, mais il est plus fort à Campana Posada, à Fuentes de Andalucía.
Ce sont des gens solidaires de Palma qui nous ont installé l'électricité. Plus tard, en juillet 2012, il y a eu une autre occupation à Las Turquillas. Là-bas, c'est la propriété de la terre qui pose problème.
Somonte appartient à la junte d'Andalousie gouvernée par une coalition UI – PSOE. Las Turquillas appartient au ministère du Développement qui le loue au ministère de la Défense. Il est utilisé par les militaires et de fait dépend du gouvernement de Madrid qui est au PP. Ils demandent 6000 € de caution à chacun des 54 accusés pour des dommages et intérêts qui ne valent pas plus de 800 € ! Ils tapent là où ça fait mal, l'argent.
Sachez qu'il y a plus d'un million de pauvres en Andalousie. Certains compagnons se sont déjà déclarés insoumis, ils ne vont pas se présenter au procès, comme Nestor Salvador, membre de la permanence nationale du SAT. Il y a une personne qui n'était même pas là pendant l'occupation et qui est tout de même convoquée ! Ici il y a une forte répression sur les jeunes chômeurs (environ 70%).
Nous perdons beaucoup d'énergie dans la collecte de l'argent pour ces procès. Ce serait bien d'avoir un local et une personne disponible à Cordoue, mais ce n'est pas possible pour l'instant.

Le barrage

On a parlé d'un projet de barrage pour l'irrigation, mais c'est compliqué car un permis est nécessaire. On attend de voir si la terre peut être cédée avant de décider. On prépare une marche sur Madrid le 22 mars 2014 avec de nombreux syndicats alternatifs, camarades de combat et insoumis, comme ceux qui posent le problème de la souveraineté (les Catalans) ou qui s'opposent à la Troïka et aux coupures budgétaires.
Enfin, nous évoquons la possibilité d'une "virée" dans nos régions du sud de la France telles que Perpignan, Carcassonne, Ariège, Toulouse ... à laquelle pourraient se consacrer un syndicaliste du SAT et un occupant de Somonte, et nous en assumerions les charges.

Solidarité avec Somonte
On peut soutenir le syndicat en allant à la page : www.sindicatoandaluz.org.
Si des amis de France ou d'ailleurs veulent venir à Somonte, nous avertir en envoyant un mail à : somontedelpueblo@gmail.com